



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex



ACEFI CL
7, rue Mariotte
75017 Paris

NETGEM SA

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Forvis Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire
et conseil de surveillance
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

ACEFI CL
Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de
commissariat aux comptes
Siège social : 7, rue Mariotte – 75 017
Capital de 300 000 euros - RCS PARIS B 350 044 392

NETGEM SA

Société anonyme au capital de 6 977 545,20 €
Siège social : 103 rue de Grenelle 75007 PARIS
RCS 408 024 578 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société NETGEM SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société NETGEM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice :

- Les écarts d'acquisition dont les montants nets figurant au bilan du 31 décembre 2024 s'établissent à 11,7 millions d'euros, ont fait l'objet d'un test de dépréciation selon les modalités décrites dans la note 2.5.9 de l'annexe des comptes consolidés.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées et dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables appliquées, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation, notamment en prenant connaissance des processus mis en place par la Direction pour la réalisation de ces tests. Nous avons également apprécié le caractère raisonnable des prévisions de flux de trésorerie et des hypothèses utilisées. Enfin, nous avons vérifié que la note 2.5.9 de l'annexe aux comptes consolidés communiquait une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations

nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 5 mai 2025

Signé par :


A1947525194A409...


Julien MADILE

Associé

ACEFI CL

Paris, le 5 mai 2025

Signé par :


DF12867D42DF466...

Benjamin LARRERE

Associé

2. Comptes consolidés 2024

2.1.État du résultat global

Données en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et résultat par action	Notes	2024	2023
Chiffre d'affaires	2.5.4	33 774	35 583
Coût des ventes		(10 189)	(13 596)
Marge brute		23 585	21 987
Frais marketing et commerciaux (comprend les amort.des box)		(13 467)	(12 187)
Frais de recherche et développement	2.5.6	(4 506)	(5 396)
Frais généraux		(2 748)	(3 204)
Amortissements des actifs incorporels reconnus lors du Price Purchase		(786)	(763)
Allocation			
Résultat opérationnel courant		2 078	437
Autres produits et charges opérationnels	2.5.7	277	(106)
Résultat opérationnel		2 355	331
<i>Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie</i>		71	-
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>		(34)	(33)
Coût de l'endettement financier net	2.5.8	37	(33)
Autres produits et charges financiers	2.5.8	(377)	(31)
Impôt sur les résultats	2.5.9	(61)	423
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 953	690
<i>Dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>		1 953	541
<i>Dont part attribuable aux actionnaires minoritaires</i>		-	149
Résultat net par action :			
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la sté mère) par action</i>		0,06	0,02
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la sté mère) dilué par action</i>		0,06	0,02
Nombre d'actions retenu pour le calcul des résultats par action :			
<i>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation net des actions propres</i>		33.482.532	33.455.806
<i>Nombre d'actions et d'options dilutives</i>		-	488.611
Nombre moyen d'actions et d'options dilutives en circulation		33.482.532	33.944.417

Données en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et résultat par action	Notes	2024	2023
Résultat net de la période		1 953	690
Éléments recyclables en résultat		156	44
<i>Écarts de change résultant de la conversion des états des filiales étrangères</i>		91	33
<i>Mark to Market des couvertures de flux de trésorerie</i>		65	11
Éléments ultérieurement non recyclables en résultat		(4)	(12)
<i>Écarts actuariels sur engagements de retraite</i>		(4)	(12)
Total des autres éléments du résultat global		152	32
Résultat net global		722	722
<i>Part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>		2 105	573
<i>Part attribuable aux actionnaires minoritaires</i>		-	149

2.2. État de la situation financière

ACTIFS – en milliers d’euros	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Écarts d'acquisition	2.5.10	11 704	11 704
Immobilisations incorporelles	2.5.11	1 526	2 314
Immobilisations corporelles	2.5.12	5 480	6 432
Droits d'utilisation des actifs loués	2.5.13	533	1 146
Actifs financiers non courants	2.5.14	383	435
Impôts différés actifs	2.5.9	2 031	2 005
Total des actifs non courants		21 657	24 036
Stocks	2.5.15	230	2 123
Clients	2.5.16	6 913	7 300
Autres actifs courants	2.5.17	2 400	3 143
Actifs financiers courants	2.5.14	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.5.18	7 011	6 598
Total actifs courants		16 554	19 164
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées		-	-
TOTAL DES ACTIFS		38 211	43 200

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en milliers d’euros	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Capital		6 978	6 978
Réserves liées au capital		8 373	8 373
Réserves et résultat consolidés		9 610	9 701
Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère		24 961	25 052
Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires minoritaires		-	-
Capitaux propres	2.5.19	24 961	25 052
Impôts différés passifs		-	-
Avantages au personnel		411	354
Provisions – part non courante		-	-
Passifs financiers non courants	2.5.21	214	468
Passifs sur contrats de location - part non courante	2.5.21	93	549
Autres passifs non courants		324	396
Total des passifs non courants		1 042	1 767
Passifs financiers courants	2.5.21	260	417
Passifs sur contrats de location - part courante	2.5.21	434	585
Provisions – part courante	2.5.20	207	243
Fournisseurs et comptes rattachés	2.5.22	6 665	8 558
Autres passifs courants	2.5.23	4 642	6 578
Total des passifs courants		12 208	16 381
Passifs destinés à être cédés et activités abandonnées		-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		38 211	43 200

2.3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Données en milliers d'euros, sauf nombre d'actions	Capital		Réserves liées au capital	Réserves et Résultats consolidés	Autres			Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires minoritaires	Total
	Nombre d'actions	Montant			Écarts de conversion	Actions propres	Total Autres			
Au 31 décembre 2022	30 721 059	6 144	4 270	18 362	1 030	(6 344)	(5314)	23 462	340	23 802
Augmentation de capital	4 166 667	834	4 103				-	4 937		4 937
Dividendes versés				(1 464)			-	(1 464)		(1 464)
Païement fondé /actions				232			-	232		232
Opérations/actions propres						204	204	204		204
Résultat net de la période				541			-	541	149	690
Écarts de conversion					33		33	33		33
Écarts actuariels sur engagement retraite				(12)			-	(12)		(12)
Juste val. Instruments de couverture				11			-	11		11
Effet de périmètre				(2 478)	(414)		(414)	(2 892)	(489)	(3 381)
Au 31 décembre 2023	34 887 726	6 978	8 373	15 192	649	(6 140)	(5 491)	25 052	-	25 052
Dividendes versés				(1 675)			-	(1 675)		(1 675)
Païement fondé /actions				519			-	(519)		(519)
Opérations/actions propres						(2)	(2)	(2)		(2)
Résultat net de la période				1 953			-	1 953		1 953
Écarts de conversion					91		91	91		91
Écarts actuariels sur engagement retraite				(4)			-	(4)		(4)
Juste val. Instruments de couverture				65			-	65		65
Au 31 décembre 2024	34 887 726	6 978	8 373	15 012	740	(6 142)	(5 402)	24 961	-	24 961

2.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

Données en milliers d'euros	2024	2023
Résultat net consolidé (y compris part attribuable aux actionnaires minoritaires)	1 953	690
Dotations nettes aux <u>amortissements</u> et provisions (hors dépréciation des actifs courants)	7 215	8 029
Charges et produits calculés liés aux actions gratuites	(519)	232
Plus ou moins-values de cession	(223)	(5)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement fin. net et impôt	8 426	8 946
Produits financiers nets	(37)	33
Produit / Charge d'impôt (y compris impôts différés)	61	(423)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement fin. net et impôt (A)	8 556	8 556
Impôt versé (B)	(226)	(29)
Variation du B.F.R. lié à l'activité (avec dette liée aux avantages au personnel) (C)	(566)	(2 730)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	7 658	5 797
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(4 754)	(4 624)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	334	2 881
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers	53	-
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(300)	(18)
Remboursement de créances financières	-	-
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	-	(6 141)
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (E)	(4 667)	(7 902)
Augmentation de capital	-	4 937
Dividendes versés aux actionnaires	(1 675)	(1 464)
Remboursement d'emprunts et de dettes financières	(383)	(516)
Remboursement d'emprunts et dettes financières relatives aux contrats de location financement	(609)	(606)
Émissions d'emprunts et de dettes financières	-	6
Rachats et reventes d'actions propres	(2)	204
Produits financiers nets	10	(33)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (F)	(2 659)	2 528
Incidence des variations des cours de devises (G)	83	13
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	414	436
Trésorerie à l'ouverture	6 597	6 161
Trésorerie à la clôture	7 011	6 597

2.5. Annexes aux comptes consolidés

Généralités

Informations relatives à l'entreprise

Netgem est un fournisseur de technologies et de services pour l'industrie du divertissement vidéo. L'activité de Netgem s'articule autour de deux plateformes produits : en amont, les services aux éditeurs de contenus de divertissement regroupés sous la marque Eclair, et en aval, la gestion des services de Streaming, proposant contenus et technologies aux opérateurs télécoms sous la marque PLEIO. L'objectif commun est d'aider nos clients à fournir des offres de divertissement accessibles à tous, comme le traduit la signature du groupe "everyone's entertained".

La société mère du groupe, Netgem SA (la « Société »), est une société anonyme domiciliée en France et régie par les dispositions de la loi française. La Société a été constituée en juin 1996 et est cotée sur Euronext Growth Paris depuis le 11 mars 2021.

Les comptes consolidés du groupe Netgem (le « groupe ») ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 mars 2025 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 22 mai 2025.

2.5.1. Faits marquants

Sur son marché du *Digital Entertainment Technology*, la croissance du groupe s'articule autour de deux plateformes produits partageant leur R&D:

- en amont, les services aux éditeurs de contenus de divertissement, regroupés sous la marque Eclair,
- en aval, la gestion des services de streaming TV et jeux vidéo pour les opérateurs de télécommunications, sous la marque PLEIO,

Au sein de chaque ligne de produit, les actions menées en 2024 ont amélioré les indicateurs de rentabilité et préparé la croissance future :

- Stratégie d'innovation, y compris avec l'intégration progressive des outils d'intelligence artificielle dans les offres de services,

et via une politique d'acquisition ciblée avec la reprise de Gamestream afin de renforcer la position sur le marché porteur du streaming de jeux vidéo.

- Efforts commerciaux accrus : l'innovation a servi de support à un accroissement des efforts commerciaux en vue d'élargir sensiblement le funnel de clientèle, réservoir des gains futurs.
- Simplification de l'organisation et recherche continue de l'efficacité opérationnelle résultant en particulier de la réduction des frais généraux.

Ces actions ont dynamisé la performance commerciale du groupe sur ses marchés historiques, en France et en Europe principalement mais ont également conduit à un élargissement de l'empreinte commerciale sur de nouveaux territoires en Asie (JIO en Inde et Telkom en Indonésie) et en Afrique (SONATEL filiale du groupe Orange au Sénégal).

A fin décembre 2024, la trésorerie brute s'élève à € 7,0 millions et la trésorerie nette à € 6,5 millions (avant impact ifrs16).

Par ailleurs, le groupe n'a procédé à aucun rachat d'actions sur la période à l'exception de ceux intervenus dans le cadre du contrat de liquidité en place. Le groupe détient environ 1,4 millions de ses actions, soit environ 4,1 % de son capital au 31 décembre 2024.

2.5.2. Principes comptables

Référentiel comptable - Déclaration de conformité

En application du règlement européen n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du groupe Netgem de l'exercice 2024 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) publié par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) au 31 décembre 2024 et tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

Date de clôture des sociétés du groupe

Toutes les sociétés du groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre de chaque année.

Évolutions des règles et méthodes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2024 sont identiques à celles utilisées par le groupe au 31 décembre 2023 à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations obligatoires à compter du 1er janvier 2024 qui sont décrits ci-après :

- IAS 1 : classement des passifs en tant que courants et non courants ;
- IFR 16 : dette de location dans une transaction de cession de bail;
- IAS 7 « État des flux de trésorerie » et IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » concernant l'affacturage inversé (reverse factoring).

Aucun impact significatif n'a été identifié résultant de l'application des normes ci-dessus.

Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables au-delà de 2024

- IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » ;
- *IFRS 19 « Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : Informations à fournir »;*
- *IAS 21 : absence de convertibilité ;*
- *IFRS 9 et IFRS 7 relatifs à la classification et à l'évaluation des instruments financiers.*

Le groupe n'a appliqué aucune norme ni interprétation par anticipation.

Les analyses des incidences de l'application de ces normes, amendements et interprétations sont en cours.

Bases de préparation – recours à des estimations

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, en application des principes IFRS.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche (sauf indication contraire).

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite, de la part de Netgem, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact tant sur les montants des actifs et des passifs que sur ceux des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir des expériences passées et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les montants définitifs

qui figureront dans les futurs états financiers de Netgem pourront être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue.

Les principales estimations retenues au titre de l'exercice 2024 qui contribuent de manière significative à la présentation des états financiers sont principalement relatives à la valorisation du goodwill et des impôts différés actifs et à l'évaluation des provisions pour risques.

Ces estimations ont été établies en fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes. Les estimations peuvent ensuite être révisées si des éléments nouveaux surviennent. Les résultats finaux peuvent différer de ces estimations.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du groupe.

Monnaie de présentation

L'euro est la monnaie fonctionnelle et de présentation des comptes de la société mère Netgem SA et de sa filiale Netgem France ; la filiale Netgem uk a pour monnaie fonctionnelle le gbp.

Les cours de change utilisés sont les suivants :

1 € = x devise	Pays	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
GBP	Royaume Uni	0,8691	0,8467	0,8292

Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 *Présentation des états financiers (norme révisée)*, le groupe présente le compte de résultat par fonction.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel avant constatation des « autres charges et produits opérationnels ». Ces éléments sont des charges ou des produits en nombre très limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif et dont la présentation globalisée au sein des autres éléments de l'activité serait de nature à fausser la lecture de la performance du groupe.

S'agissant de l'état de la situation financière, les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont considérés comme non courants. Les dettes échues au cours

du cycle d'exploitation normal du groupe ou qui échoiront dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

Information sectorielle

Il n'existe qu'un seul pôle d'activité, ou secteur au sens d'IFRS 8, au sein du groupe qui regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de sa plateforme de divertissements numériques Netgem TV, principalement à destination des opérateurs télécoms et des groupe médias. Le groupe accompagne donc le secteur audiovisuel dans sa transformation digitale et s'affirme comme un partenaire incontournable auprès de ses clients pour développer de nouvelles solutions de divertissement immersives.

Instruments financiers

Le groupe utilise des instruments financiers pour couvrir son exposition aux risques de variation des devises. La politique actuelle du groupe est de n'opérer sur les marchés financiers qu'à des fins de couverture d'engagements liés à son activité commerciale.

Les instruments financiers utilisés au cours de l'exercice 2024 pour couvrir le risque de change ont été qualifiés d'instruments de couverture. En conséquence, les profits ou pertes résultant des variations de valeur de marché de ces instruments ont été comptabilisés en résultat opérationnel courant.

2.5.3. Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprise

Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société et sont consolidées par intégration globale. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Périmètre de consolidation

Aucune variation de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice 2024.

Au 31 décembre 2024, le périmètre de consolidation constitué des filiales consolidées par intégration globale s'établit comme suit :

Nom de la Société	Adresse du siège social	N° de SIREN	Pays d'activité	Méthode de consolidation (1)	% contrôle	% intérêts
Netgem S.A.	103 rue de Grenelle, CS 10841 75345 Paris Cedex 07	408024578	France		Société mère	
Netgem UK Ltd	17 Trinity House, Borehamwood, WD6 1DA UNITED KINGDOM	820 24 99	UK	IG	100%	100%
Netgem France (ex sté Vitis)	103 rue de Grenelle 75007 Paris	820928521	France	IG	100%	100%

(1) IG : Intégration globale

État du résultat global

2.5.4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé des revenus résultant de la location ou vente de solutions numériques logicielles et matérielles. Le groupe reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions logicielles et matérielles à la livraison. Le contrat avec un modèle locatif, signé au cours de l'exercice 2019 avec l'un des clients historiques du groupe a perduré durant 2024 selon le même schéma à savoir que les "box" sont louées dans le cadre de bouquets de services opérés dans le cloud et les frais d'activation facturés lors de la livraison des "terminaux" sont reconnus sur la durée du contrat.

Les logiciels d'accès à Internet intégrés aux solutions sont considérés selon le type de contrat conclu avec le client comme formant avec les terminaux un ensemble indissociable ou peuvent être cédés séparément sous forme de licence. Dans ce dernier cas, le revenu de licence est reconnu lors de la livraison des terminaux au client final.

En cas de cession de licence dissociée d'une vente de solution matérielle, le revenu est reconnu lors de la mise à disposition du droit d'utilisation commercial de la licence.

Le groupe reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de prestations de maintenance et de support de façon linéaire sur la durée du contrat.

Dans le cas de prestations de service spécifiques facturées à ses clients, le groupe reconnaît le chiffre d'affaires lorsque le service est rendu.

Sur l'exercice 2024, le contrat conclu fin 2021 avec Talk Talk, opérateur britannique de premier plan, a généré des revenus selon un modèle d'affaires "Content-as-a-Service", les frais SaaS facturés sont reconnus mois par mois en fonction du nombre de terminaux actifs.

A travers sa filiale Netgem France, le groupe commercialise également sa plateforme auprès du grand public selon un modèle d'affaires de type « TV as a Service » comparable aux modèles SaaS (« Software as a Service ») et assure la préservation et la digitalisation des œuvres de producteurs et diffuseurs.

2.5.5. Effectifs et charges de personnel

Effectifs

Au 31 décembre 2024, l'effectif total du groupe hors personnel mis à disposition s'élève à 119 personnes, contre 109 au 31 décembre 2023.

Charges de personnel

Au cours de l'exercice 2024, les charges de personnel, y compris les provisions pour retraite (nettes des reprises) et paiement en actions, se sont élevées à K€ 9 022 contre K€ 8 783 sur l'exercice 2023, réparties comme suit :

(en milliers d'euros)	2024	2023
Rémunérations et charges sociales	(9 846)	(9 034)
Crédit impôt recherche	251	43
Provision pour retraite	(38)	(24)
Incidence des paiements en actions	611	232
Total	(9 022)	(8 783)

Options de souscription ou d'achat d'actions

En mai 2024, les actionnaires de la Société ont autorisé le Conseil d'administration à procéder à une allocation d'options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions de la Société au profit de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales dans la limite de 1.300.000 d'actions et ce dans un délai de 38 mois arrivant à échéance en juillet 2027 (11ème résolution). Il est prévu que le prix de souscription ou d'achat des actions par les bénéficiaires soit fixé par le Conseil d'administration le jour où les options

seront consenties et que les options devront être exercées dans un délai maximal de dix ans à compter du jour où elles ont été consenties.

Au cours de l'exercice écoulé, aucune attribution d'options n'a été réalisée et aucune charge n'a été comptabilisée.

Programme d'actions gratuites

Pour le calcul du résultat dilué par action, le résultat net part attribuable aux actionnaires de la société mère et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si leur conversion en actions ordinaires aurait pour effet de réduire le bénéfice net par action. Il est fait application de la méthode d'achat d'actions au prix du marché sur la base du cours moyen de l'action sur la période.

Programmes d'actions gratuites antérieurs à l'exercice 2024

Le 19 octobre 2021, le Conseil d'administration, agissant sur délégation de l'assemblée générale, a attribué 550.000 actions gratuites de Netgem aux salariés.

Au 31 décembre 2024, aucune action n'a été définitivement acquise sur ce plan du fait de la non atteinte des conditions d'attribution.

Avantages remis au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres

Sur l'exercice 2024, suite à la non-attribution des actions gratuites du plan d'octobre 2021, il a été comptabilisé en charges de personnel une reprise sur provision de K€ 519.

Date d'ouverture des plans	3 mai 2018	26 mai 2021	Total
Date d'attribution des actions gratuites	30/07/2020	19/10/2021	
Quantités attribuées	66.666	550.000	616.666
Quantités annulées	-	(550.000)	(550.000)
Maturité jusqu'à l'échéance	3 ans	3 ans	
Rotation cumulée	0%	0%	
Juste valeur des actions (en euros)	1,06€	1,45€	
Coût exercice 2023 (en K€)	14	218	232
Coût exercice 2024 (en K€)	-	(519)	(519)

Provisions pour retraite

Ces provisions concernent essentiellement les régimes à prestations définies, non financés, en France. Sur l'exercice écoulé, les engagements de retraite s'élèvent à K€ 411 au 31 décembre 2024 contre K€ 354 au 31 décembre 2023.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ces régimes sur 2024 sont :

- Application d'un taux de revalorisation annuel des salaires de 2,5 % ;
- Application d'un taux d'actualisation net d'inflation de 3,38 % ou 3,35% ;
- Il a été considéré que les départs interviendraient à l'âge légal de départ à la retraite ;
- L'hypothèse de rotation des effectifs a été mise à jour en fonction de l'historique des départs des cinq dernières années ;
- Départ à l'initiative du salarié ;
- Age de départ à la retraite : 67 ans.

La charge de l'exercice correspondant à la somme du coût des services rendus, est entièrement constatée en « Charges de personnel ».

2.5.6. Frais de recherche et développement

Le groupe bénéficie d'un Crédit d'Impôt Recherche qui est déduit des charges de recherche et développement.

(en milliers d'euros)	2024	2023
Dépenses de recherche et développement	(4 757)	(5 439)
Dépenses de recherche et dvt financées par crédit d'impôt recherche	251	43
Total des frais de recherche et développement constatés en résultat	(4 506)	(5 396)

2.5.7. Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	2024	2023
Résultats de cession	222	-
Autres produits et charges opérationnels	55	(106)
Total	277	(106)

Les autres produits et charges opérationnels correspondent essentiellement à des résultats de cession d'immobilisations incorporelles.

2.5.8. Résultat financier

Les autres charges et produits financiers qui s'élèvent à K€ - 381 au 31 décembre 2024 correspondent principalement à la provision de K€ 300 liée à la dépréciation des titres de la société Gamestream dans laquelle la Société a fait une prise de participation en début d'année 2024 mais dont la liquidation judiciaire a été prononcée par le Tribunal de Commerce de Paris en octobre 2024.

(en milliers d'euros)	2024	2023
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	71	-
Coût de l'endettement financier brut	(34)	(33)
Coût de l'endettement financier net	37	(33)
Gains (pertes) nets de change	4	(1)
Autres charges et produits financiers	(381)	(30)
Autres produits et charges financiers	(377)	(31)
Résultat financier	(340)	(64)

2.5.9. Impôts sur les résultats

Ventilation de la charge ou du produit d'impôts

La charge d'impôts sur les bénéfices se ventile comme suit :

(en milliers d'euros)	2024	2023
(Charge) Produit d'impôt courant	(86)	(194)
(Charge) Produit d'impôts différés	25	617
Total	(61)	423

Impôts différés

Impôts différés constatés dans l'état de la situation financière

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- l'écart d'acquisition non déductible fiscalement,
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable,
- les différences temporelles liées à des investissements dans des filiales, coentreprises ou entreprises associées dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Variation	31/12/2023
Déficits fiscaux activés	2 439	(83)	2 522
Juste valeur immobilisations incorporelles	(188)	197	(385)
Autres décalages temporaires	(220)	(90)	(132)
Total	2 031	26	2 005

Rapprochement de l'impôt comptabilisé et de l'impôt théorique

L'écart entre l'impôt sur les sociétés calculé selon le taux en vigueur en France et le produit ou la charge d'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2024	2023
Résultat avant impôt hors résultat des filiales mises en équivalence	2 015	266
<i>Taux d'impôt en vigueur</i>	25,00%	25,00%
(Charge) Produit d'impôt théorique calculé au taux en vigueur	(504)	(67)
Incidence sur la (charge) produit d'impôt des :		
Déficits de la période non activés	-	(58)
Déficits antérieurs activés sur l'exercice	336	531
Différentiel de taux	31	(12)
Impôt sur la charge calculée au titre d'IFRS 2	130	(64)
Autres différences	(54)	92
(Charge) Produit d'impôt constaté au compte de résultat	(61)	423

Au 31/12/2024, les déficits fiscaux du groupe qui pourraient être utilisés sur les bénéfices futurs se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Netgem SA non activés	14 368	14 363
Netgem SA activés (*)	4 774	6 114
Netgem France (ex Vitis) non activé	16 528	17 873
Netgem France (ex Vitis) activé	4 984	3 972
Total	40 654	42 322

(*) au 31-12-24 les actifs d'impôts différés sur différences temporaires ou sur déficits reportables ne sont pas constatés au-delà des impôts différés nets passifs, lorsque leur réalisation n'est pas probable

État de la situation financière

2.5.9. Écarts d'acquisition – regroupements d'entreprises

La variation des écarts d'acquisition en valeur nette se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur nette en début d'exercice	11 704	10 446
Ecart d'acquisition sur EP et EDS	-	1 258
Reclassement actif destiné à être cédé	-	-
Valeur nette en fin d'exercice	11 704	11 704

Un test de dépréciation des écarts d'acquisition a été réalisé au 31 décembre 2024 en comparant la valeur comptable des capitaux propres (part du groupe) consolidés à la valorisation fondée sur une actualisation des flux de trésorerie projetés à 4 ans et à l'application d'un multiple d'Ebitda de comparables du secteur pour le calcul de la valeur terminale. Les multiples d'Ebitda utilisés résultent de comparables boursiers opérant sur le marché des plateformes numériques de divertissement (software et hardware).

2.5.10. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si elle est indéterminée.

Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, un test de dépréciation est effectué dès qu'il y a un indice qu'un actif a pu perdre de sa valeur et au moins une fois par an au 31 décembre.

Les dépenses de développement engagées en vue de la production de matériels nouveaux ou substantiellement améliorés, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si le groupe peut démontrer, notamment, la faisabilité technique et

commerciale du matériel et la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Les autres dépenses de développement, engagées notamment en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des matériels sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 5 ans
- Frais de dvt 3 ans
- Relations clients 10 ans

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Logiciels et licences	Frais de dvt	Relations clients	Marques	Total
Au 1er janvier 2023	1 479	7 709	775	877	10 840
Acquisitions	826	25			851
Sorties	(627)				(627)
Variation de périmètre	305	477	463		1 245
Au 31 décembre 2023	1 983	8 211	1 238	877	12 309
Acquisitions	700	62	209		971
Sorties	(847)				(847)
Variation de périmètre					-
Au 31 décembre 2024	1 836	8 273	1 447	877	12 433

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (en milliers d'euros)	Logiciels et licences	Frais de dvt	Relations clients	Marques	Total
Au 1er janvier 2023	(681)	(6 226)	(775)	(339)	(8 022)
Dotations	(1 211)	(779)	(23)		(2 013)
Sorties & Reprises de provision	627				627
Variation de périmètre	(228)	(360)			(588)
Au 31 décembre 2023	(1 493)	(7 365)	(798)	(339)	(9 995)
Dotations	(792)	(779)	(23)		(1 648)
Sorties & Reprises de provision	736				736
Variation de périmètre					-
Au 31 décembre 2024	(1 549)	(8 175)	(844)	(339)	(10 907)

VALEUR NETTE	Logiciels et licences	Frais de dvt	Relations clients	Marques	Total
Au 31 décembre 2023	490	846	440	538	2 314
Au 31 décembre 2024	287	98	603	538	1 526

L'acquisition de logiciels & licences sur l'exercice 2024 pour K€ 700 est liée essentiellement à l'immobilisation de minimums garantis payés aux éditeurs.

Sur l'exercice 2024 le groupe a capitalisé très peu de frais de développement (K€ 62) du fait des six critères de capitalisation qui n'ont pas été remplis (selon la norme IAS 38.57).

L'augmentation de K€ 209 constatée sur l'exercice 2024 en relations clients correspond à l'affectation du fonds de commerce lié à la reprise en octobre 2024 de l'activité de la société Gamestream.

2.5.11. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire (ou dégressif pour les boxs) sur la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Matériels et outillages : 3 ou 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
- Box : 3 ans
- Installations & agencements & mobilier de bureau : 10 ans

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Constructions	Matériels et outillages	Box	Autres immo corporelles	Total
Au 1er janvier 2023	-	174	17 208	555	17 937
Acquisitions		52	3 590	251	3 893
Sorties		(73)	(411)	(37)	(521)
Variation de périmètre	428	469		2 315	3 212
Ecart de conversion			18	2	20
Au 31 décembre 2023	428	622	20 405	3 086	24 541
Acquisitions		24	3 043	609	3 676
Sorties		(193)	(2 534)	(31)	(2 758)
Variation de périmètre					-
Ecart de conversion			59	6	65
Au 31 décembre 2024	428	453	20 973	3 670	25 524

AMORTISSEMENTS (en milliers d'euros)	Constructions	Matériels et outillages	Box	Autres immo corporelles	Total
Au 1er janvier 2023	-	(165)	(10 745)	(462)	(11 372)
Dotations	(6)	(70)	(5 272)	(137)	(5 485)
Sorties		57	469	30	556
Variation de périmètre	(20)	(383)		(1 394)	(1 797)
Ecart de conversion			(10)	(1)	(11)
Au 31 décembre 2023	(26)	(561)	(15 558)	(1 964)	(18 109)
Dotations	(13)	(27)	(4 319)	(291)	(4 650)
Sorties		193	2 534	31	2 758
Variation de périmètre					
Ecart de conversion			(37)	(6)	(43)
Au 31 décembre 2024	(39)	(395)	(17 380)	(2 230)	(20 044)

VALEUR NETTE	Constructions	Matériels et outillages	Box	Autres immo corporelles	Total
Au 31 décembre 2023	402	61	4 847	1 122	6 432
Au 31 décembre 2024	389	58	3 593	1 440	5 480

Les acquisitions d'équipements (box louée par certains clients du groupe) s'élèvent à K€ 3 043 sur 2024 ; l'amortissement de ces box est d'une durée de 3 ans.

2.5.12. Droits d'utilisation des actifs loués

Le groupe applique depuis le 1er janvier 2019 la norme IFRS 16 « Contrats de location » et a choisi d'appliquer pour la transition la méthode rétrospective simplifiée prévoyant l'application du nouveau traitement comptable aux contrats de location en cours au 1er janvier 2019.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette norme, le groupe évalue si un contrat est un contrat de location selon IFRS 16 en appréciant si ce dernier porte sur un actif spécifique, si le groupe obtient la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation de l'actif et si il a la capacité de contrôler l'utilisation de cet actif.

Lorsque ces caractéristiques existent, le groupe comptabilise, au moment où l'actif est mis à sa disposition :

- un nouvel actif appelé Droit d'Usage qui représente le droit d'utiliser l'actif loué pendant la durée du contrat de location ;
- une dette dénommée Dette locative IFRS 16 représentant l'engagement de paiement des loyers ;
- une charge d'amortissement du droit d'utilisation de l'actif et d'une charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers qui se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers. La durée d'amortissement du droit d'utilisation est déterminée sur la base de la durée du contrat, avec prise en compte d'une option de renouvellement ou de résiliation lorsque son exercice est raisonnablement certain ;
- dans le tableau des flux de trésorerie, les paiements au titre du remboursement de la dette affectent les flux de financement.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer est déterminé, pour chaque bien et il est de 2,01% par an.

Le groupe applique une méthode unique de comptabilisation pour tous ses contrats de location, à l'exception des contrats de courte durée (durée inférieure ou égale à 12 mois) ou portant sur des actifs de faible valeur (inférieure à 5 k€).

Les loyers des contrats exemptés ainsi que les paiements variables demeurent comptabilisés directement en charges opérationnelles.

(en milliers d'euros)	01/01/2024	Souscript°	Rembours ement	Dotation aux amort	Autres Flux	31/12/2024
ACTIF						
Droits d'utilisation sur contrats de location	1 856				9	1 865
Amortissements des droits d'utilisation	(710)			(615)	(7)	(1 332)
Valeur nette droits d'utilisation	1 146	-	-	(615)	2	533
PASSIF						
Passif financier/contrats location non courant	549				(456)	93
Passif financier/contrats de location courant	585		(609)		458	434
Valeur nette droits d'utilisation	1 134	-	(609)	-	2	527

(en milliers d'euros)	31/12/2024
Compte de résultat	
Location	626
Dotation aux amortissements	(615)
Intérêts	(17)
Impact au compte de résultat	(6)

2.5.13. Actifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Part à + 1an créance fin. sur contrat de lease back d'équipements	-	-
Autres actifs financiers non courants	683	435
Total des actifs financiers non courants en valeur brute	683	435
Provisions cumulées	(300)	-
Total des actifs financiers non courants en valeur nette	383	435

Les actifs financiers en valeur nette qui s'élèvent à K€ 383 au 31 décembre 2024 correspondent principalement aux dépôts versés dans le cadre des contrats de location immobiliers. La provision de K€ 300 correspond à la dépréciation des titres de la société Gamestream dans laquelle la Société a fait une prise de participation en début d'année 2024 mais dont la liquidation judiciaire a été prononcée par le Tribunal de Commerce de Paris en octobre 2024.

2.5.14. Stocks

Les stocks sont constitués de box et de composants évalués au coût d'achat, et calculés selon la méthode du premier entré - premier sorti. Une dépréciation des stocks est constituée dès lors que leur valeur nette de réalisation devient inférieure à leur coût.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur brute	542	2 307
Provisions cumulées	(312)	(184)
Valeur nette	230	2 123
Dont Composants électroniques	19	1 169
Dont Produits finis	311	955

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2024 s'établit à K€ 230 contre K€ 2 123 au 31 décembre 2023. La forte baisse du niveau de stocks entre 2023 et 2024 est liée au désengagement des activités de hardware voulu par le groupe.

Les stocks de produits finis (box) et de composants au 31 décembre 2024 sont destinés à assurer les livraisons de l'année 2025.

Une dépréciation a été constatée sur l'exercice 2024 sur une catégorie de composants du fait d'un risque de perte de valeur sur le marché.

2.5.15. Clients et comptes rattachés

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la dépréciation des créances commerciales doit être calculée selon le modèle des « pertes attendues ».

La clientèle du groupe se répartit entre :

- des opérateurs multi-services, très concentrés, pour lesquels le modèle de « pertes attendues » est peu adapté : aucune dépréciation concernant ces clients n'a été enregistrée au 31 décembre 2024 ;
- des producteurs et diffuseurs (créances sur la société acquise Eclair Préservation) : les créances concernant ces clients ont fait l'objet d'une dépréciation dont la méthode d'évaluation satisfait le modèle des « pertes attendues ».

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur brute	7 436	7 843
Provisions cumulées	(523)	(543)
Valeur nette	6 913	7 300
<i>Créances nettes à moins d'un an</i>	6 913	7 300

2.5.16. Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
État – impôt sur les bénéfices et crédit d'impôt recherche.	195	62
Créances fiscales et sociales	962	1 210
Charges constatées d'avance.	667	1 359
Autres actifs à court terme	576	512
Total des autres créances et comptes de régularisation	2 400	3 143
<i>Autres actifs courants à moins d'un an</i>	<i>2 400</i>	<i>3 143</i>

2.5.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme. Les disponibilités détenues en banque sont principalement libellées en euros, usd et gbp.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Disponibilités	6 437	6 034
Valeurs mobilières de placement et comptes à terme	574	564
Total des disponibilités	7 011	6 598

2.5.18. Capitaux propres et informations sur le capital

Capital social

Au 31 décembre 2024, le capital social s'élève à K€ 6 978 et est libéré intégralement. Il est composé de 34.887.726 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale de 0,20 euro.

Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le groupe a pour objectif d'améliorer la notation du risque de crédit propre et de disposer de ratios sur capital sains de manière à faciliter son activité et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le groupe gère la structure de ses capitaux propres et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le groupe peut décider du paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital ou émettre de nouvelles actions.

L'exercice 2024 a été marqué par une distribution de dividende de 0.05 euro par action.

Programme d'achat d'actions

Le 30 mai 2024, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en œuvre d'un nouveau programme d'achat d'actions de la Société dans la limite d'un nombre maximal d'actions représentant jusqu'à 10% du capital social et ce pour une période de dix-huit mois. Le montant global des fonds pouvant être affectés à la réalisation de ce programme de rachat d'actions ne peut excéder € 5 millions.

Au 31 décembre 2024, les actifs figurant au compte de liquidité correspondent à 258.522 actions propres valorisées à K€ 235 et à K€ 21 en espèces. 374.452 et les opérations réalisées dans le cadre de ce contrat ont généré une moins-value de K€ 24 pour Netgem.

Par ailleurs, au 31 décembre 2024, la Société détenait 1.164.028 actions en trésorerie, achetées dans le cadre de programmes d'achat d'actions et valorisées K€ 2 788 au cours d'achat, soit € 2,40 par action en moyenne. Ces actions ont fait l'objet d'une revalorisation au cours de clôture qui a conduit la Société à constater un complément de provision dans les comptes sociaux 2024 de Netgem SA à hauteur de K€ 722.

En 2024, la Société n'a acheté aucune de ses propres actions dans le cadre d'un programme d'achat d'actions, hors le contrat de liquidité mentionné ci-avant.

2.5.19. Provisions

Une provision est comptabilisée dans l'état de la situation financière lorsque le groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources non représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres Var	31/12/2024
Provisions à caractère social	53					53
Autres provisions	190			(36)		154
Total provisions	243	-	-	(36)	-	207
<i>Dont part à plus 1 an</i>						
<i>Dont part à moins 1 an</i>	243					207

Au 31 décembre 2024, les provisions concernent essentiellement des contrats fournisseurs ainsi qu'un litige à caractère social.

2.5.20. Passifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Part à + 1 an des financements obtenus auprès d'établ. financiers	214	468
Passifs sur contrats de location	93	549
Autres passifs financiers non courants	-	-
Total des passifs financiers non courants	307	1 017

Part à - 1 an des financements obtenus auprès d'établ. financiers	253	375
Passifs sur contrats de location	434	585
Autres passifs financiers courants	7	41
Total des passifs financiers courants	694	1 002

Les passifs financiers non courants (K€ 214) correspondent à la part à plus d'un an d'un crédit bancaire et les passifs financiers courants (K€ 253) correspondent à la part à moins d'un an de ce même crédit bancaire.

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 16, les passifs sur contrats de location correspondent à la dette financière due au titre de l'obligation de paiement des loyers pendant la durée de ces contrats.

2.5.21. Fournisseurs et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Fournisseurs	3 129	4 792
Fournisseurs – factures non parvenues	3 536	3 766
Total des Fournisseurs	6 665	8 558

2.5.22. Autres passifs

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes fiscales et sociales	1 826	2 118
Produits constatés d'avance	1 840	3 799
Acomptes sur commandes et avoirs	743	66
Impôt sur les sociétés	2	102
Autres dettes	231	493
Total Autres passifs courants	4 642	6 578

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes fiscales et sociales	324	396
Total Autres passifs non courants	324	396

Des dettes fiscales et sociales sont présentées en Autres passifs non courants pour un montant de K€ 324 conformément à l'échéancier de paiement de ces dettes prévu sur 4 ans (dettes liées au redressement judiciaire de la société Eclair Digital Services datant de 2020).

2.5.23. Actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-après présentent la ventilation par nature et par catégorie des actifs et passifs financiers du groupe aux 31 décembre 2024 et 2023.

Les actifs financiers non courants sont essentiellement constitués de dépôts et cautionnements versés par les entités du groupe, de créances clients et des disponibilités liées au contrat de liquidité.

ACTIFS & PASSIFS FINANCIERS 2024 (en milliers d'euros)	Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur nette comptable	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Instruments détenus jusqu'à l'échéance	Autres dettes	Dettes au coût amorti
Actifs financiers non courants	383		383			
Clients et comptes rattachés	6 913		6 913			
Équivalents de trésorerie	574	574				
Trésorerie	6 437	6 437				
Autres actifs courants	2 400		2 400			
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	16 707	7 011	9 696	-	-	-
<i>dont valeur brute</i>	<i>17 230</i>	<i>7 011</i>	<i>10 219</i>			
<i>dont dépréciation</i>	<i>(523)</i>		<i>(523)</i>			
Passifs financiers non courants	631				324	307
Emprunts et dettes fin., part > 1 an	307					307
Autres passifs non courants	324				324	
Passifs financiers courants	12 001				11 307	694
Emprunts et dettes fin., part < 1 an	694					694
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 665				6 665	
Autres passifs courants	4 642				4 642	
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	12 632	-	-	-	11 631	1 001

ACTIFS & PASSIFS FINANCIERS 2023 (en milliers d'euros)	Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur nette comptable	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Instruments détenus jusqu'à l'échéance	Autres dettes	Dettes au coût amorti
Actifs financiers non courants	435		435			
Clients et comptes rattachés	7 300		7 300			
Équivalents de trésorerie	564	564				
Trésorerie	6 034	6 034				
Autres actifs courants	3 143		3 143			
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	17 476	6 598	10 878	-	-	-
<i>dont valeur brute</i>	<i>18 019</i>	<i>6 598</i>	<i>11 421</i>			
<i>dont dépréciation</i>	<i>(543)</i>		<i>(543)</i>			
Passifs financiers non courants	1 413				396	1 017
Emprunts et dettes fin., part > 1 an	1 017					1 017
Autres passifs financiers non courants	396				396	
Passifs financiers courants	16 138			65	15 071	1 002
Emprunts et dettes fin., part < 1 an	1 002					1 002
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 558				8 558	
Autres passifs courants	6 578			65	6 513	
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	17 551	-	-	65	15 467	2 019

2.5.24. Analyses complémentaires au Tableau des flux de trésorerie

Variations du BFR

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variation du BFR	Variations non cash		31/12/2024
			Ecart de conver ^o	Autres variations	
Stocks	2 117	(1 895)		8	230
Clients	7 301	(458)		71	6 913
Autres actifs courants	3 143	(681)		(63)	2 399
Actifs courants	12 561	(3 034)	-	16	9 542
Fournisseurs	8 558	(1 905)		12	6 665
Autres passifs courants	6 819	(1 922)		36	4 933
Passifs courants	15 377	(3 827)	-	48	11 598
Augmentation (dim) du BFR	2 816	(793)	-	32	2 056

Variations des passifs liés aux activités de financement

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Flux de trésorerie	Variations non cash			31/12/2024
			Acquisition	Ecart de conversion	Autre variation	
Part à + 1 an des financements obtenus auprès d'établ. financiers	466				(255)	211
Part à - 1 an des financements obtenus auprès des étab. financiers	395	(383)			255	267
Passifs sur contrats de location non courants	549				(456)	93
Passifs sur contrats de location courants	585	(606)		2	456	434
Total des passifs financiers	1 995	(992)	-	2	-	1 005

Informations complémentaires

2.5.25. Juste valeur des instruments financiers

Au 31 décembre 2024 le groupe n'avait pas contracté différents contrats d'achats à terme en devise contre euro.

2.5.26. Informations sur les risques financiers

Outre les risques décrits par la Société au paragraphe « Risques opérationnels » du Rapport de Gestion (1.9.2), le groupe est exposé aux risques financiers suivants :

Risques de change

Compte tenu du caractère international de son activité et de ses implantations, le groupe est exposé à un risque de change tant à l'égard de ses clients qu'à l'égard de ses fournisseurs. Au 31 décembre 2024, la position nette de change par devise est la suivante :

Données en millions d'euros	GBP	USD
Actifs	4 061	391
Passifs	(627)	(10)
Position nette en devises avant gestion	3 435	381
Couverture	-	-
Position nette en devises après gestion	3 435	381
Position nette en euros après gestion	4 142	367
<i>Impact sur la position nette de la var. de -1% de la devise</i>	41	4

Les états financiers consolidés du groupe sont présentés en euros. L'exposition au risque de conversion découle de ce que les actifs, passifs, produits et charges des filiales dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro, le GBP (filiale anglaise), sont convertis en euros au cours de change applicable, pour être inclus dans les comptes consolidés du groupe. La politique du groupe est de ne pas couvrir le risque de conversion

Il ne peut être donné aucune garantie sur le fait que le groupe pourra gérer efficacement dans le futur son risque de change et que la politique suivie lui permettra de ne pas subir de pertes du fait de ce risque ou de maintenir un niveau de marge satisfaisant.

Le groupe négocie les conditions des couvertures de risques de change au mieux de ses intérêts sans toutefois pouvoir garantir que les taux négociés constituent les meilleurs taux de couverture du marché ni qu'elle sera en mesure de négocier des taux raisonnables.

Toute dégradation des conditions de négociation de ces taux ou évolution défavorable des taux pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats et la situation financière du groupe.

Risques sur actions

La Société est exposée au risque sur actions du fait des actions Netgem qu'elle détient en trésorerie.

Au 31/12/2024 en K€ (données sociales)	Total
1.422.550 actions Netgem valorisées à 0,96 € par action (cours moyen de décembre 2024)	1 368

Les disponibilités du groupe sont essentiellement exprimées en euros et gbp et concentrées dans des banques de type G-SIFI.

Risques de crédit, risque de concentration clients et risques pays

Les créances sur lesquelles le groupe encourt un risque de crédit ou de contrepartie sont principalement les créances clients.

Le tableau ci-dessous récapitule le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé au cours des exercices clos les 31 décembre de 2020 à 2024 auprès des cinq et dix principaux clients du groupe par rapport au chiffre d'affaires total de ces exercices :

Données IFRS consolidées	2024	2023	2022	2021	2020
% du chiffre d'affaires réalisé auprès des cinq principaux clients par rapport au chiffre d'affaires total	69%	73%	69%	48%	54%
% du chiffre d'affaires réalisé auprès des dix principaux clients par rapport au chiffre d'affaires total	79%	83%	77%	61%	65%

Si l'un des principaux clients du groupe décidait de limiter son activité ou de mettre fin à ses relations commerciales avec le groupe ou faisait défaut, cela pourrait avoir un impact défavorable significatif sur les résultats et la situation financière du groupe mais de manière progressive. En effet, la base d'abonnés serait encore exploitée pendant quelques années et ne disparaîtrait pas brutalement.

Le groupe bénéficie d'une garantie pour remplacement de produits non conforme aux spécifications sur une durée de 24 mois à compter du départ de l'usine des produits, notamment en cas de défaut épidémique.

Malgré les précautions prises par le groupe, le défaut d'un client ou d'un fournisseur ou la matérialisation d'un risque pays pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats et la situation financière du groupe.

2.5.27. Engagements hors état de la situation financière

Dans le cadre de ses activités, le groupe est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions (engagements liés aux retraites et autres avantages accordés aux personnels, litiges, etc.).

Les engagements hors état de la situation financière et passifs éventuels sont listés ci-après.

Opérations courantes

Le groupe s'est engagé pour les montants suivants :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Avals, cautions et garanties donnés	483	266
Engagements de location	6	125
Engagements d'achats (commandes émises)	662	401
Total	1 151	792

Le montant de K€ 483 correspond à une garantie bancaire émise en faveur du bailleur des locaux de Netgem SA à Paris et à une garantie de liquidité sur le FCPE constitué dans la cadre du Plan d'Epargne d'Entreprise de la Société.

Les engagements d'achats de composants de K€ 662 correspond à des engagements d'achat de box et composants effectués auprès de ses fournisseurs afin de pouvoir respecter certains délais de livraison.

2.5.28. Rémunération des dirigeants

Les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2024 ont été revus par le Conseil d'administration du 27 mars 2024.

Au cours de l'Assemblée Générale du 30 mai 2024, les actionnaires ont autorisé le versement d'une rémunération fixe alloué au Conseil d'administration de Netgem pour l'exercice en cours d'un montant global de K€ 120. Le montant versé en 2024, s'établit à K€ 50.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme et avantages en nature alloués aux membres des organes de direction et d'administration de la Société, paiements en actions inclus, s'est élevé à K€ 1 428 en 2024 contre K€ 1 662 en 2023. Ces montants incluent la rémunération allouée au titre des paiements en actions pour K€ 0 en 2024 contre K€ 106 en 2023 (IFRS 2).

Les mandataires sociaux de Netgem ne bénéficient d'aucune prime de départ ou d'arrivée, ni d'un régime complémentaire de retraite spécifique.

2.5.29. Informations sur les parties liées

Les transactions et soldes entre Netgem et ses filiales consolidées par intégration globale sont totalement éliminées en consolidation.

Les soldes et transactions indiqués ci-dessous sont principalement liés à l'exécution de la convention conclue avec la société J2H.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients		
Titres de participation et créances rattachées		
ACTIF	-	-
Dettes fournisseurs		
Autres dettes		
PASSIF	-	-
Autres achats et charges externes	319	112
Charges de personnel		
Charges	319	112
Chiffre d'affaires		
Produits financiers		
PRODUITS	-	-

2.5.30. Événements post-clôture

Compte tenu de la capacité du groupe Netgem de générer un flux régulier de trésorerie, le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale de renouveler un dividende de 5 cts d'euros par action.

2.5.31. Honoraires des commissaires aux comptes

Commissaires aux comptes titulaires

- Cabinet Mazars, représenté par Julien Madile, titulaire ;
- Cabinet ACEFI CL, représenté par Benjamin Larrere, titulaire.

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes et des membres de leurs réseaux

Le tableau ci-après récapitule le montant hors taxes des honoraires facturés par les contrôleurs légaux de la Société et les membres de leurs réseaux au titre des prestations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et celui du 31 décembre 2023 pour la Société et ses filiales françaises et étrangères consolidées par intégration globale :

Honoraires des commissaires aux comptes (en euros)	MAZARS		CABINET ACEFI CL		TOTAL	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
AUDIT :						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :						
Émetteur	77 118	76 355	40 440	40 040	117 558	116 395
Filiales intégrées globalement	11 100	47 993	17 170	18 500	28 270	66 493
Missions accessoires :						
Émetteur						
Filiales intégrées globalement						
Sous-total AUDIT	88 218	124 348	57 610	58 540	145 828	182 888
Service autre que la certification des comptes (« SACC »)				3 000		3 000
Sous-total CONSEIL	-	-	-	3 000	-	3 000
TOTAL GENERAL	88 218	124 348	57 610	61 540	145 828	185 888